

ENTRE LIBÉRALISME ET SOCIALISME

LE CONCEPT DE LIBERTÉ EST PRIS dans un piège idéologique étrange entre socialisme et libéralisme. D'un côté, la famille libérale présente différentes conceptions de la liberté, dont certaines sont d'une nature juridico-politique très étroite alors que d'autres sont extrêmement riches et complexes. D'un autre côté, le socialisme a connu des transformations radicales. Un courant socialiste a rejeté les versions « bourgeoises » de la liberté tout en embrassant l'idée d'émancipation de groupe ; un autre a adopté une forme de liberté de marché parsemée de dirigisme étatique. Mais peut-on dire que certains des usages du concept de liberté sont corrects alors que d'autres constitueraient une déformation ou une corruption du terme ? Quelle est l'interprétation la plus valide : la « liberté d'action » des libertaires, la « liberté de s'autodévelopper » du libéralisme du XIX^e siècle, la « libération de l'oppression de classe » marxiste, ou la « libération des inégalités économiques » socialiste ? Tout dépend du fait de savoir si nous pouvons découvrir une définition précise de la liberté qui soit intellectuellement convaincante et culturellement intéressante et qui nous permette d'éclairer les différentes utilisations du concept.

45

Le problème central est, bien entendu, que l'on peut trouver plus d'une définition pertinente et intéressante ; une difficulté annexe vient du fait que toutes ces définitions peuvent coexister dans le temps ou dans l'espace, dans la même culture politique. Il faut donc garder cela à l'esprit lorsqu'on entreprend d'analyser les différents cadres de référence idéologiques progressistes dans lesquels le concept de liberté s'exprime. Si « liberté » est un terme indéterminé et contestable, il faut alors abandonner la recherche d'une définition correcte. Mais si l'on rejette une telle approche essentialiste et universelle, notre compréhens-

sion peut s'en trouver améliorée. La perspective interprétative se déplace alors vers les questions suivantes : dans quelle mesure le terme « liberté » permet-il d'expliquer les différences entre les diverses positions libérales et socialistes ? Comment les libéraux et les socialistes utilisent-ils le concept de liberté pour étayer leurs systèmes d'idées plus larges ? Quels sont les choix politiques impliqués ou exclus par de tels systèmes d'idées, que ce soit de façon involontaire ou délibérée ?

LES MULTIPLES ENVIRONNEMENTS DU CONCEPT DE LIBERTÉ

46 C'est un truisme d'affirmer que, à de très rares exceptions près, toutes les idéologies politiques affirment l'importance de la liberté, signifiant par cela l'absence de contraintes imposées par des facteurs ou des forces déshumanisantes et tyranniques, même si le sens donné aux termes « déshumanisant » et « tyrannique » varie énormément. La question cruciale n'est donc pas : « Est-ce que votre système d'idées et de croyances politiques prise la liberté ? », car elle ne permet pas d'opérer une différenciation entre la plupart des idéologies. Il faut plutôt demander : « Quelles sont les valeurs que vous associez de façon étroite à la liberté, et qu'est-ce que son établissement vous permettra de garantir ? » La polysémie et le chevauchement de différentes idéologies reflètent les solutions structurelles variées que celles-ci apportent à la question, les différentes combinaisons d'idées et de concepts dont elles entourent la valeur de liberté. Il n'est pas nécessaire de rappeler, dans une revue française, que la tradition républicaine de ce pays associe la liberté à l'égalité et à une notion de solidarité sociale. Cette combinaison conceptuelle opérait déjà comme une contrainte pour des interprétations alternatives de la liberté, en excluant les significations du concept liées à des différences visibles de pouvoir social et à des relations atomisées entre les individus. Quand on examine le concept de liberté en relation avec le libéralisme et le socialisme, la tâche n'est pas aisée. Il ne suffit pas de se lancer dans un récit linéaire qui décrirait le remplacement d'un concept de liberté par un autre, ou ses changements évolutifs très importants, ou même son abandon pur et simple. Ce qui change n'est pas tant le concept de liberté, mais l'idéologie qui se l'approprie et dont les idées sont en constante réorganisation. Ce qui change, donc, est le caractère central ou périphérique de la liberté dans ces idéologies et, plus important encore, les valeurs annexes qui renforcent le concept de liberté et que ce concept vise, en retour, à promouvoir.

Il y a trois stratégies possibles pour déterminer la place du concept de liberté entre le socialisme et le libéralisme. La première est d'opposer la liberté prônée par le libéralisme à l'absence de liberté du socialisme. C'est là la voie choisie à l'époque de la guerre froide quand toute une série de régimes conservateurs et répressifs en Europe de l'Est se drapaient dans le manteau du socialisme et se voyaient opposer une liberté sortie tout droit des manuels capitalistes. La deuxième stratégie est d'opposer la liberté individuelle prônée par le libéralisme à l'émancipation de classe avancée par le socialisme, une voie choisie par l'aile gauche doctrinaire du socialisme au mépris de toutes les réalités idéologiques. Et la troisième, que nous adopterons dans ces pages, est de montrer qu'un socialisme pour lequel la liberté individuelle est une valeur centrale a convergé vers un libéralisme qui a lui-même changé de façon considérable au cours du siècle passé.

47

Dans le libéralisme classique du XIX^e siècle, comme actuellement dans les idées des libertaires et des partisans conservateurs d'un marché aussi libre que possible, on trouve la notion forte des droits et de l'autonomie des personnes dont le but est de protéger le sacro-saint statut de l'individu contre les ingérences extérieures – un thème relancé par Hayek. La liberté devient alors l'idée centrale dominante qui prend le pas sur toutes les autres, telles que le « progrès » ou la « responsabilité mutuelle ». A l'opposé, pour les théoriciens du bien public issus de la nouvelle pensée libérale du début du siècle, la liberté n'avait de sens que si elle était liée au bien-être de l'homme et, fréquemment, à la reconnaissance de l'interdépendance sociale. Elle ne perdait pas de son importance, mais elle devait partager le devant de la scène avec un ensemble de valeurs, toutes jugées d'égale importance. Comme l'écrit L.T. Hobhouse : « La liberté n'est qu'un aspect de la vie sociale. L'aide mutuelle n'est pas moins importante que la tolérance mutuelle, la théorie de l'action collective pas moins fondamentale que la théorie de la liberté personnelle¹. » En pratique, cela signifiait que la théorie du bien public ne pouvait défendre chaque élément de cet ensemble de valeurs que jusqu'au point où il ne menaçait pas les autres². Par exemple, alors que le choix individuel des modes de vie est respecté dans un État-providence, et alors que l'on n'empêche pas les gros fumeurs de rece-

1. L.T. Hobhouse, *Liberalism*, Londres, Home University Library of Modern Knowledge, 1911, p. 124.

2. Pour une discussion plus détaillée, voir M. Freedon, *Ideologies and Political Theory : A Conceptual Approach*, Oxford, Clarendon Press, 1996, chap. 5.

voir un traitement dans les hôpitaux malgré les avertissements publics contre la cigarette, d'autres choix concernant l'utilisation de la propriété individuelle sont limités au nom d'une autre valeur, la justice sociale. C'est parce que le concept de liberté est si présent dans différentes idéologies occidentales, mais selon des ordres prioritaires différents, qu'il est possible de discuter la question qui nous intéresse particulièrement ici : comment ce concept peut être utilisé comme un terme permettant de réconcilier le libéralisme et le socialisme au lieu de les séparer.

48 En Europe occidentale, ces tentatives de réconciliation sont courantes et demeurent un aspect central de l'héritage du centre gauche, mais différentes traditions politiques et différentes compréhensions de ces deux grandes idéologies entraînent diverses formes de réconciliation conceptuelle. Est-il surprenant, par exemple, de constater que les cultures politiques qui ont été marquées à vif par des manifestations d'extrémisme politique réagissent face au socialisme différemment de celles pour lesquelles le communisme doctrinaire n'a représenté qu'une expérience marginale et le fascisme une menace distante ? L'Allemagne, l'Italie et même la France ont connu des expériences politiques différentes de celle de la Grande-Bretagne, et cela se manifeste, à la surface, par des approches différentes de l'idée de liberté. Les pressions en faveur de sociétés plus ouvertes, démocratiques et équitables qui se sont développées en Europe à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle ont pris des formes différentes. Sur le Continent, au moins deux batailles idéologiques furent menées de front. L'une, en faveur des principes libéraux, cherchait encore à surmonter les pratiques autoritaires et centralisatrices de gouvernements intolérants ; la seconde concernait l'émancipation de la classe ouvrière, et visait une plus grande participation et démocratisation politique. Le ressentiment qui existait sur le Continent envers la bourgeoisie, et son association avec une forme de fausse liberté, était bien moins évident en Grande-Bretagne. Ce ressentiment justifié s'exprimait souvent dans un contexte politique où une approche libérale mûre ne s'était pas encore développée, et n'offrait donc aucun modèle pour certaines formes de socialisme, en particulier le marxisme et le syndicalisme. Il serait, bien sûr, erroné d'affirmer que l'idée de liberté est absente du marxisme, mais son association avec la notion d'émancipation de classe et de groupe la sépare de la pensée libérale. En effet, les marxistes se sont durement battus pour détacher l'idée de liberté du faux contexte bourgeois de la liberté de marché, dans lequel elle était, selon eux, dévoyée, et ont cherché à se l'approprier au service des valeurs du véritable socialisme, en la liant au dépassement de l'aliénation et à la

praxis du contrôle sur l'être social et sur la nature. En Grande-Bretagne, cependant, le spectre du marxisme était pratiquement inexistant, et, dès le milieu du XIX^e siècle, le libéralisme s'était établi comme l'idéologie dominante. Ainsi, lorsque des formes modérées de socialisme apparurent, la relation entre libéralisme et socialisme, chronologique en apparence, se caractérisa en fait par de nombreux chevauchements.

LIBÉRALISME ET SOCIALISME : CONVERGENCES TRANSNATIONALES

Même dans les différentes cultures politiques du Continent, l'idée de liberté n'était pas un concept qui séparait les vieilles préoccupations du libéralisme des nouvelles aspirations du socialisme. En Allemagne, par exemple, le révisionnisme d'Edouard Bernstein découvrit un tempérament libéral au socialisme, symbolisé par l'appel de Bernstein à réinterpréter la liberté « non pas en un sens métaphysique, comme le croient les anarchistes – qui voudraient débarrasser l'homme de tout devoir envers la société –, mais libre de toute servitude économique dans ses mouvements et dans le choix de sa profession ». Et Bernstein continue, illustrant le thème de la continuité idéologique soulignée par les socialistes : « Une telle liberté pour tous ne peut se passer d'organisation. En ce sens, on pourrait fort bien appeler le socialisme un "libéralisme organisateur" »³. Le lien direct établi entre les thèmes socialistes et libéraux fournit une idéologie qui modéra les tendances étatistes et paternalistes du socialisme et qui élimina l'individualisme extrême du libéralisme. En France, le solidarisme, qui semblait à beaucoup un compromis méprisable entre le vieux libéralisme et le nouveau socialisme, était, en fait, une réponse intellectuelle soigneusement réfléchie aux limites de plus en plus évidentes d'un système volontariste d'organisation sociale risquant de mener à l'impuissance face aux tendances centralisatrices autocratiques de l'État qui, elles, menaçaient de mener à l'uniformité et la contrainte⁴. Le solidarisme, qui n'était pas lui-même un rejeton du socialisme, présentait une troisième voie, réduisant l'impact de la liberté en tant que concept dominant de la trinité révolutionnaire française. Comme l'affirme Léon Bourgeois : « La solidarité d'abord, puis l'égalité ou la justice, ce qui revient au même ; finalement,

49

3. E. Bernstein, *Les Présupposés du socialisme*, Paris, Éd. du Seuil, 1974, p. 183.

4. Voir A. Mitchell, *The Divided Path : The German Influence on Social Reform in France after 1870*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1991.

la liberté. Tel est, selon moi, l'ordre nécessaire des trois idées dans lesquelles la Révolution résume la vérité sociale⁵. » Certes, la liberté et l'individualité avaient toujours un rôle important à jouer, mais celui-ci était désormais limité par une affinité avec un État modérément dirigiste. L'État, comme le comprit Émile Durkheim, pouvait libérer l'individu de groupes locaux particularistes qui tendaient à l'absorber. La liberté était ainsi reconceptualisée dans un contexte pluraliste où l'État et les groupes offraient une multiplicité de centres de contrôle liés entre eux⁶. La liberté ne signifiait pas simplement être libéré d'un maître, mais être sujet de plusieurs maîtres. Elle ne résidait pas dans une absence de contrôle social individualiste, mais dans l'option donnée aux individus de choisir les agents de contrôle sous lesquels se placer. Il en résulta une renaissance d'un libéralisme qui tendait à abandonner son insistance 50 passée sur les libertés et droits négatifs, mais pas toutefois au même degré qu'en Grande-Bretagne à la même époque.

Dans l'Italie du XX^e siècle, sous l'aiguillon de la menace fasciste croissante, Carlo Rosselli, l'un des plus subtils théoriciens du libéralisme social, déploya tous ses efforts pour établir l'idée de liberté comme le concept central de la pensée progressiste. Issu d'un milieu socialiste, Rosselli chercha à éliminer les influences marxistes sur ce courant et à le réconcilier avec les concepts centraux du libéralisme. A propos du marxisme, il écrit de façon significative : « Tous les mouvements socialistes européens, poussés par le démon de cette *nécessité* qu'ils ont tous contribué à mettre en lumière, ont perdu foi dans l'élan créatif des masses. Le moment est peut-être venu de mettre l'accent sur le moment de liberté, de se rappeler qu'en tout état de cause c'est le rôle des partis réformistes d'exagérer l'élément volontariste [...] »⁷. Le message était le même que celui des solidaristes français, à savoir que les associations volontaires avaient une place dans les processus vivants et dynamiques de changement social et n'étaient pas nécessairement des agents de désintégration sociale. En outre, « le socialisme, compris dans son aspect essentiel, est l'actualisation progressive de l'idée de liberté et de justice parmi les hommes ». Rosselli comprenait que le véritable attrait du libéralisme

5. L. Bourgeois, *Solidarité*, 7^e éd., Paris, Armand Colin, 1912, p. 105 ; voir aussi J.A.S. Hayward, « The Official Social Philosophy of the French Third Republic : Léon Bourgeois and Solidarism », *International Review of Social History*, 6, 1961, p. 27.

6. S. Lukes, *Émile Durkheim*, Harmondsworth, Penguin, 1975, p. 324-325.

7. C. Rosselli, *Liberal Socialism*, éd. N. Urbinati, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1994, p. 60.

pour les socialistes pouvait être le fait qu'il « conçoit la liberté non comme un fait naturel, mais comme un devenir, un développement »⁸.

On a là deux des résultats les plus complexes de la rencontre entre libéralisme et socialisme : l'affirmation que la liberté implique le choix de ses maîtres, et non le rejet de tout contrôle, et qu'elle ne fait pas référence à l'indépendance des êtres humains isolés, mais à la libération du potentiel humain. Pour être juste envers les marxistes, il faut rappeler que ce sont eux qui ont les premiers compris que le développement humain *impliquait* certaines formes de contrôle, sur soi-même, sur la nature, sur les formes d'organisation sociale. Mais cette compréhension ne s'accompagnait pas d'un véritable choix entre agents régulateurs. Au contraire, le progrès implacable de l'histoire balayait sur son chemin la plupart des institutions sociales et offrait une eschatologie laïque de rédemption des maux humains – une proposition qu'aucun être humain rationnel ne pourrait ou ne voudrait rejeter. A l'opposé, l'État, de même que les petits groupes sociaux, étaient importants à la fois pour le libéralisme avancé et pour le socialisme modéré, car ces deux variantes idéologiques sont le reflet d'une anthropologie philosophique particulière qui a commencé à être comprise à la fin du siècle dernier, comme c'est à nouveau le cas aujourd'hui après la disparition des systèmes totalitaires de masse. Une contribution centrale de cette anthropologie était de considérer la liberté non pas comme une quantité fixe que l'on pouvait garantir en élevant des barrières autour des individus, mais comme un concept évolutif plus riche, façonné dans sa confrontation avec d'autres valeurs sociales, telles que le progrès, le rationalisme, la tolérance, l'égalité, l'individualisme et même la sociabilité. Ces valeurs affectent et reflètent à la fois les compréhensions sociales de la liberté. En outre, chaque société et chaque période produisent des mélanges différents de ces valeurs très prisées. Le libéralisme n'a pas été remplacé par le socialisme ; plutôt, la flexibilité interne de chaque idéologie a permis un partage mutuel de certaines de leurs valeurs. Et cela n'a pas seulement été le fruit d'un développement sur une longue période. C'était là un potentiel morphologique endémique aux structures respectives du libéralisme et du socialisme. Ces structures permettaient à la liberté d'occuper une position centrale, tout en l'enserrant dans des théories qui considéraient l'individu et la société comme des notions complémentaires.

8. *Ibid.*, p. 78, 85.

A la fin du XIX^e siècle, le libéralisme britannique en vint rapidement à reconnaître la nature « organique » de la société et, bien que n'abandonnant pas sa croyance essentielle dans la liberté, il se tourna vers l'État comme agent impartial et bienveillant de cette révolution idéologique. L'État devait promouvoir le bien-être individuel dans un cadre de responsabilité sociale et de soutien mutuel et agir de façon responsable dans un nouveau contexte démocratique. La liberté n'avait aucun sens si elle ne s'accompagnait pas de la compréhension du fait que, pour être libre, l'individu devait développer des liens sociaux et être nourri par les biens que la société mettait à sa disposition⁹. Parallèlement, la contribution particulière du libéralisme français – avec sa sensibilité à l'importance des associations intermédiaires entre l'État et l'individu – fut de reconnaître non seulement la multiplicité des individus en tant que centres de volonté et de choix, et la société comme le « groupe des groupes », mais aussi la multiplicité des groupes qui donnent un ancrage aux individus pour former leur volonté et faire leurs choix¹⁰. Cette anthropologie philosophique se répandit dans les différentes cultures européennes. Les nouvelles disciplines comme la sociologie et la psychologie, aspirant au statut de sciences, enseignaient que tout être humain était fermement enraciné dans des structures sociales et que son développement dépendait de façon cruciale de la contribution des autres et d'un environnement social sain. Donc, la liberté humaine ne pouvait pas être isolée d'une compréhension de ces processus. Ces nouvelles vérités furent rapidement absorbées par les idéologies progressistes, le libéralisme social et le socialisme gradualiste, qui n'étaient pas seulement attirés par ces idées d'un point de vue éthique, mais se montraient aussi avides de réconcilier leurs croyances avec les derniers développements scientifiques. La théorie libérale du bien public intégra ainsi le concept de liberté dans un double sens : à la fois comme l'exercice de choix individuels à propos du bien-être social et comme l'un des objectifs constituants de l'État-providence en train de se développer¹¹.

9. Voir M. Freeden, *The New Liberalism : An Ideology of Social Reform*, Oxford, Clarendon Press, 1978.

10. Voir W. Logue, *From Philosophy to Sociology : The Evolution of French Liberalism 1870-1914*, De Kalb, Ill., Northern Illinois University Press, 1983.

11. Pour une des premières expressions de cette approche, voir J.A. Hobson, *The Crisis of Liberalism*, Londres, P. S. King and Son, 1909, p. 91-95.

LA LIBERTÉ ET L'HÉRITAGE INTELLECTUEL DE L'APRÈS-GUERRE

Une fois sortie des années ataviques de l'entre-deux-guerres (durant lesquelles même en Angleterre la réflexion sur l'État-providence marqua le pas), l'Europe occidentale était bien armée, à la fois par la pensée libérale et socialiste, pour ancrer la liberté dans un cadre idéationnel riche, flexible et très profitable. Prenons par exemple la Loi fondamentale allemande de 1949, un exemple d'école de l'abandon planifié du totalitarisme et de la restauration de la liberté. Sous l'influence de juristes américains et britanniques et de pressions intérieures poussant à la réforme, la Constitution d'un côté établissait fermement les droits civiques – nécessité urgente étant donné leur violation désastreuse par le régime nazi –, mais les inscrivait aussitôt dans un contexte garanti par un État fédéral *social*, une nouveauté dans une constitution occidentale. La liberté était ici placée en équilibre entre le libéralisme et le socialisme dans sa version social-démocrate. En termes idéologiques, non seulement la liberté était désormais conçue comme une valeur à protéger par la loi au service du développement libre de la personnalité individuelle, mais elle était également interprétée dans un contexte de responsabilité sociale et d'action commune. En termes politiques, un compromis avait été atteint entre deux partis politiques différents, la CDU et le SPD, même s'il était bien loin des aspirations de ce dernier. Plus intéressant, peut-être, est le modèle britannique, bien que son pedigree idéologique soit loin d'être unique. On peut parler d'exceptionnalisme britannique à propos de la voie historique différente que la Grande-Bretagne a eu la chance de suivre au cours de la première moitié de ce siècle, mais il existe à l'évidence une source idéologique commune d'où ont réémergé à la fois une compréhension sophistiquée et une interprétation politique de la liberté, à partir du terrain préparé par les penseurs progressistes entre les années 1890 et les années 1930. L'expérience britannique est instructive du fait de l'adoption ouverte des principes libéraux par une structure socialiste (ou social-démocrate), le parti travailliste. Alors qu'en France la relation entre libéralisme et socialisme était vue par beaucoup comme une dichotomie, et que la tentative solidariste d'introduire une troisième voie n'eut pas l'écho rencontré par son équivalent libéral britannique, les écrits socialistes britanniques sont sous-tendus par une forte allégeance au principe de liberté, qui fait souvent partie d'un terrain plus large occupé en commun avec la pensée libérale avan-

cée. Ce terrain partagé n'a peut-être pas toujours été reconnu comme tel, mais il est pourtant clairement identifiable. Comme dans le cas de Rosselli, le parti travailliste ne s'est pas contenté de changer son message, ni de revêtir le manteau du parti libéral, son ennemi d'hier. Bien au contraire : une logique culturelle spécifique s'exprima de l'intérieur de la social-démocratie britannique et la rattacha à l'expérience intellectuelle convergente initiée par les néolibéraux.

54 Anthony Crosland, principal penseur de la première phase de réajustement du parti travailliste dans les années 1950, présenta la nouvelle approche dans son célèbre ouvrage *The Future of Socialism* : « La plupart des premiers socialistes n'auraient jamais pensé que le socialisme ne pouvait avoir de sens que dans un contexte politique de liberté pour l'individu¹². » Une facette de sa critique du socialisme était ouvertement libérale, dans le sens humaniste avancé du terme : « Les décisions de la société empiètent lourdement sur la vie privée des individus ainsi que sur leur bien-être social et économique ; et maintenant, à mon avis, elles empiètent de façon trop restrictive et puritaine. J'aimerais voir s'engager une action qui, à la fois, élargisse les possibilités de loisir et de repos et réduise les restrictions imposées à la liberté individuelle. [...] En particulier pour quelqu'un éduqué par les Fabians, cela signifie inévitablement une réaction contre la tradition des Webbs. [...] Le temps est venu de mettre plus l'accent sur la vie privée, sur la liberté et la dissidence, sur la culture, le loisir, et même la frivolité. L'abstinence totale et un bon système de classement ne sauraient être aujourd'hui les signes caractéristiques de l'utopie socialiste¹³. » L'autre facette, en revanche, fit sortir le concept de liberté du tréfonds des principes fondamentaux du socialisme : égalité, communauté, bien-être et activité humaine. L'égalité économique devait réduire les risques attendant à toute concentration de pouvoir qui imposait des contraintes à la vie des individus, en particulier des ouvriers. L'acceptation de la responsabilité collective pour tous les membres de la société ne visait pas seulement à soulager la détresse et à offrir une vie sûre et stable aux individus – bien que ce fussent là deux valeurs importantes pour Crosland ; plutôt, la garantie de revenus croissants pour tous « accroît clairement les choix de l'individu et son éventail de possibilités culturelles¹⁴ ». Crosland en vint lentement à

12. A.R. Crosland, *The Future of Socialism* (1957), Westport, Conn., Greenwood Press, 1963, p. 68.

13. *Ibid.*, p. 354-357.

14. *Ibid.*, p. 220.

reconnaître, avec les néolibéraux de la génération précédente, que le bien-être était enraciné dans la liberté, et qu'être libre était un élément crucial du bien-être.

LE SOCIALISME CONTEMPORAIN ET LE DÉFI DE LA LIBERTÉ : LE CAS BRITANNIQUE

Ce dernier thème est devenu central dans les déclarations récentes des intellectuels du parti travailliste et dans les documents politiques de ce parti. Cela reflète en partie l'impact des années Thatcher. Car, si le climat thatcherien a ravagé nombre des pratiques humanistes que la Grande-Bretagne avait entretenues avec difficulté tout au long du XX^e siècle, il a créé dans la conscience collective un intérêt obsessionnel pour la liberté, et en particulier pour une de ses variantes particulières : la liberté de choix. L'utilisation conservatrice – et libérale d'antan – de l'expression montre une fois de plus combien les concepts politiques sont creux lorsqu'ils sont analysés de façon isolée, et combien il est important de les interpréter en lien avec le système d'idées dont ils font partie. Tout le monde semblait désormais être en faveur de la liberté de choix, mais le point crucial est que l'expression était utilisée, dans la pratique du discours conservateur, pour lancer une véritable bataille contre la signification du concept de liberté comme objectif politique. On pourrait arguer qu'on avait là un bon exemple du concept de liberté pris entre le socialisme et le libéralisme économique. En fait, il s'agissait d'un discours conservateur s'appropriant un langage libéral que les libéraux avaient rejeté depuis longtemps. Cela attestait également son caractère fondamentalement conservateur. Ce qui commença, en 1979 en Grande-Bretagne, comme un mouvement demandant plus de liberté d'entreprise, ainsi que l'abolition des obstacles qui empêchaient le fonctionnement des firmes et la défense des libertés britanniques traditionnelles garanties par la loi, prit bientôt un caractère plus général et populiste¹⁵.

En 1983, les conservateurs déclaraient que « liberté » et « responsabilité » allaient de pair, et que l'un de leurs objectifs centraux était « de donner plus de choix et plus de responsabilités aux gens pour leur propre vie¹⁶ ». En 1987, cette liberté était définie plus spécifiquement comme une distribution plus large de la propriété privée et par la notion

15. *The Conservative Manifesto*, Londres, Conservative Central Office, 1979, p. 14-16.

16. *The Conservative Manifesto*, Londres, Conservative Central Office, 1983, p. 24.

de « démocratie de détenteurs de capital¹⁷ ». La condition de la liberté était l'exercice responsable du pouvoir sur sa propre vie. En 1992, le message s'était encore épanoui : le « pouvoir de choisir » se trouvait désormais en tête du programme. Mais il était soigneusement contrôlé dans l'avant-propos de John Major, qui présentait les conservateurs comme le parti « de l'opportunité, du choix, de la propriété et de la responsabilité¹⁸ ». La liberté ne pouvait être autorisée et encouragée que dans cette formule contraignante.

56 Entre-temps, le parti travailliste s'était engagé dans la bataille pour définir la liberté de choix, en particulier dans les livres écrits par deux de ses principaux propagandistes, Roy Hattersley (*Choose Freedom : The Future for Democratic Socialism*, 1987) et Bryan Gould (*Socialism and Freedom*, 1985). Hattersley réprimandait les socialistes qui considéraient, comme les néolibéraux (conservateurs), que la liberté et l'égalité étaient incompatibles. Comme l'avait fait Crosland, Hattersley appelait les socialistes à se faire les « champions du concept libéral classique de liberté », celui qui préservait la dissidence et l'indépendance individuelle. Mais il identifiait également « les plus grandes libertés auxquelles aspirent les socialistes ». Comme il l'expliquait, « la liberté ne pourra qu'être distribuée inégalement si le pouvoir économique est réparti de façon disproportionnée. En effet, sans une mesure équitable d'égalité économique, la véritable liberté – le droit égal pour tout citoyen au plus grand degré de liberté compatible avec le bon ordre de la société – est impossible¹⁹ ». La liberté était ensuite immanquablement associée aux capacités intellectuelles offertes par l'éducation et à la sécurité financière offerte par un partage plus équitable des bénéfices de la richesse sociale. Gould, lui, présentait l'emballage conceptuel dans lequel la liberté devrait trouver sa place pour les socialistes : « Il n'y a pas de marchandage entre la liberté d'un côté et la justice sociale, l'égalité et l'efficacité de l'autre. » La liberté de choix individuel était désirable mais pas infinie. Elle devait être limitée lorsqu'elle prenait la forme de l'exercice agressif du pouvoir sur les autres, et cela concernait aussi bien le pouvoir économique que politique²⁰. La liberté de choix

17. *The Conservative Manifesto : The Next Moves Forwards*, Londres, Conservative Central Office, 1987, p. 10.

18. *The Best Future for Britain : The Conservative Manifesto 1992*, Londres, Conservative Central Office, 1992, p. III.

19. R. Hattersley, *Choose Freedom : The Future for Democratic Socialism*, Londres, M. Joseph, 1987, p. 72-75.

20. B. Gould, *Socialism and Freedom*, Londres, Longwood Academic, 1985, p. 52.

était réinterprétée comme la pleine utilisation de toutes les capacités personnelles qui sont compatibles avec les intérêts communs décidés démocratiquement. La communauté et le bien-être étaient les contraintes qui définissaient et façonnaient la liberté. Et en 1992 Neil Kinnock annonça dans le programme travailliste que « l'attachement à la liberté individuelle est au centre de nos convictions », mais cela était immédiatement atténué par la présentation d'un autre ensemble d'idées : « Pour que la liberté prenne tout son sens, le niveau des biens offerts par la communauté doit être élevé et l'accès à ces biens le plus large possible. En second lieu, il faut que ces droits individuels, comme tous les autres droits dans une société libre, appartiennent à tous les hommes et toutes les femmes, indépendamment de l'âge, la classe et l'origine ethnique, et soient contrebalancés par la responsabilité d'une contribution équitable à la communauté et une conduite compatible avec la loi²¹. » On peut fournir la version décodée suivante : la liberté n'a pas de sens si elle ne peut pas être exercée (reconnaissance de la richesse et du bien-être comme des besoins humains) ; si elle ne traverse pas toutes les barrières sociales, même celles auxquelles les libéraux traditionnels étaient aveugles (devenant ainsi universelle et non discriminatoire) ; et si elle n'implique pas la participation à l'activité sociale ainsi que l'auto-contrôle. De façon intéressante, malgré l'acceptation du socialisme de marché, la principale rencontre entre socialisme et libéralisme ne s'opère pas dans la sphère économique, mais dans la sphère politique et éthique – et la liberté est l'axe autour duquel s'opère cette rencontre.

57

Il n'y a en soi rien de nouveau dans ces messages, et on peut même dire qu'ils étaient présentés avec beaucoup plus d'emphase par les libéraux progressistes au début du siècle. Mais la conclusion qu'ils suggèrent est que le concept de liberté peut être approprié par n'importe quelle idéologie. Dans un contexte conceptuel socialiste, la liberté est exploitée pour libérer des coutumes aveugles et des arrangements sociaux inhumains, de même que comme une source d'énergie grâce à laquelle les individus sont capables d'opérer des choix bien informés et socialement responsables. Cependant, ces choix ne reflètent plus des désirs égoïstes mais participent de l'anthropologie philosophique d'où le socialisme et le libéralisme progressiste tirent leur force, et qui considère les êtres humains comme étant constitués à la fois par leur propres

21. *It's Time to Get Britain Working Again : Labour's Election Manifesto*, Londres, 1992, p. 7.

préférences et par leurs environnement et réseaux sociaux. L'idée de liberté n'est plus le domaine réservé d'individus égoïstes rationnels refusant toute coopération, affirmant leur exclusivisme contre l'intervention de l'État, contre la conformité de masse et même contre les pré-occupations sociales et les réglementations constructives. Elle est devenue un élément déterminant du développement de tous les membres d'une société. Un développementalisme expressif et socialement fonctionnel est ainsi transformé en une invitation à profiter des plaisirs de la vie sociale – telle est la nouvelle liberté garantie universellement.

58 Il faut souligner que le rôle de la liberté dans l'idéologie du nouveau gouvernement de Tony Blair est bien moins claire. En 1997, le programme travailliste déclarait que, tout en soutenant le progrès, la justice et la valeur égale de tous les individus au sein de communautés fortes, il avait « libéré ces valeurs des dogmes et doctrines dépassées²² » – excellent exemple de réalignement conceptuel conscient, par lequel ces valeurs pourraient être arrangées selon un nouveau schéma. Mais la liberté n'est plus un terme central. Elle est impliquée dans des expressions comme « opportunités pour tous²³ ». Il semble toutefois qu'une décision consciente ait été prise d'abandonner la concurrence avec les conservateurs néolibéraux à propos de l'interprétation de la liberté comme « individualisme de marché » et de repositionner les valeurs clés du travaillisme autour de la « responsabilité communautaire ». La liberté peut toujours s'exprimer « dans un acte initial et indispensable de choix moral²⁴ », mais, ensuite, la cohésion sociale est la valeur centrale. Cela représente certainement un changement de *présentation* idéologique. Il est trop tôt pour dire si la *pratique* travailliste reflétera une même rétrogradation de la liberté et, non moins important, ce que les socialistes européens feront de ce programme reconstruit. De façon assez significative, ce sont les libéraux-démocrates qui ont réaffirmé la position du libéralisme social européen : « Avant tout, la démocratie libérale est attachée à la liberté. Cela ne signifie pas seulement liberté par rapport à un gouvernement oppresseur. Cela signifie fournir à tous les citoyens l'opportunité de construire pour eux-mêmes et leurs familles une vie valable et les aider à reconnaître leurs responsabilités à l'égard de la communauté plus large²⁵. »

22. *New Labour : Because Britain Deserves Better*, Londres, 1997, p. 2.

23. *Ibid.*, p. 3.

24. T. Wright, *Why Vote Labour ?*, Harmondsworth, Penguin, 1997, p. 40.

25. *Make the Difference : The Liberal Democratic Manifesto 1997*, Londres, 1997, p. 7.

Malgré les récents changements en Grande-Bretagne, il y a moins de distance entre les perspectives convergentes sur la liberté que ne l'affirment les programmes et partis socialistes et libéraux. Mais tout le monde est-il désormais en faveur de la liberté ? Non – et c'est bien là le problème. Personne ne peut être « pour la liberté », mais pour une notion particulière de liberté qui se rattache logiquement et culturellement à un système de valeurs parmi les nombreux possibles. Les chevauchements identifiés plus haut représentent l'un de ces systèmes de valeurs – une zone étroite, mais cruciale, qui renferme la plus vitale et prometteuse des philosophies sociales occidentales.

R É S U M É

Les significations possibles du concept de liberté varient en fonction des différents référents idéologiques utilisés pour le définir. Dans la pensée européenne, la convergence entre le libéralisme social et le socialisme démocratique a permis le développement d'une compréhension très riche du concept de liberté en opposition aux définitions très différentes offertes par le conservatisme libertaire et le socialisme dogmatique.